

**Colloque international**  
**« Faire face à la pénurie d'eau »**  
**22 et 23 mars 2007, Port-au-Prince, Haïti**  
**Rapport général**

**Professeur Emile TANAWA**  
**Agence Universitaire de la Francophonie**

Le colloque qui s'est tenu à Port-au-Prince, le 22 mars, journée internationale l'Eau a réuni en moyenne sur les deux jours, 150 participants venant de France, du Cameroun et d'Haïti.

La conférence inaugurale de ce colloque a été prononcée par SEM Jacques Edouard Alexis, Premier Ministre de la République d'Haïti. Elle a souligné les difficultés auxquelles font face les populations haïtiennes et surtout les plus pauvres pour accéder à l'eau potable pour leur consommation mais aussi pour les autres usages tels que l'agriculture. Il apparaît clairement que la question de l'eau aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural est bien prise en compte dans les préoccupations du gouvernement de la République d'Haïti

Autour de la préoccupation centrale à savoir « faire face à la pénurie de l'eau », il apparaît que les exposés aussi bien que les questions qui les ont suivi ont posé plusieurs questions majeures avant de tenter à travers des expériences diverses d'y apporter quelques réponses puis de dégager des perspectives.

Si cette question centrale renvoie en première analyse à celle de la gestion de la ressource en eau, le colloque a largement débordé cette problématique en s'interrogeant sur l'épineuse question de l'approvisionnement en eau potable, de la qualité du service à l'utilisateur y compris de l'assainissement (notamment eaux pluviales et eaux usées) et des déchets, confirmant ainsi que l'on peut difficilement dissocier l'eau de l'assainissement même s'il convient de bien dissocier les financements consacrés à l'un et à l'autre service.

Les questions centrales apparues sont les suivantes :

- Haïti est-elle menacée par la pénurie d'eau, même si elle est abondamment arrosée par les pluies ?
- Les menaces qui pèsent sur la ressource en eau en Haïti sont-elles d'origine naturelle ou anthropiques ?
- Les menaces et/ou la pénurie en eau sont-elles du même ordre en zone rurale qu'en zone urbaine ?
- Peut-on trouver dans les usages, les habitudes de vie et la culture haïtiennes, et l'organisation sociopolitique du pays des éléments qui expliquent le constat qui est dressé et mieux d'en tenir compte pour apporter des réponses réalistes ?
- Quel est le jeu des acteurs en présence dans le domaine de la gestion de la ressource en eau ;
- Peut-on à travers des expériences concrètes menées en Haïti ou ailleurs esquisser des solutions pour faire à la pénurie en eau et surtout initier des projets concrets aussi bien dans les équipes de recherche que sur le terrain où l'utilisateur attend les acteurs de l'eau ?
- Au plan légal quels sont les mesures en gestation dans le pays ?
- Et finalement comment les partenaires du développement peuvent-ils contribuer aux efforts entrepris dans le pays pour faire face à la pénurie en eau, produire des connaissances nouvelles dans le secteur de l'eau, mettre en place une politique dans le secteur de l'eau et développer des projets en faveur des populations et surtout des populations les plus pauvres ?

Lorsque l'on a ainsi résumé les questions qui ont émergé au cours de ce colloque on peut être tenté de dire qu'il s'agit là simplement d'un colloque de plus dont la problématique n'a pas suffisamment été travaillée pour permettre d'en sortir avec des résultats qui seront utiles pour l'avenir, des pistes d'actions pour les uns et les autres et qui donc finalement n'aura simplement que permis aux uns et aux autres de se revoir. Je voudrais apporter un démenti formel à cette inquiétude en disant que 5 étudiants en thèse en France ont présenté leurs travaux (3 exposés et 2 posters) de même que 8 étudiants en fin de cycle de niveau master 2

Et des résultats issus de projets de coopération scientifique interuniversitaires auront été soumis à la critique des participants ;

- Et que des professionnels appartenant à divers réseaux d'acteurs dans le domaine de l'eau auront présenté différentes expériences au cours de ce colloque.

### ***Finalemment que pouvons-nous en retenir de ce colloque ?***

Le constat indique que Haïti est menacée par une pénurie d'eau voire par une pénurie absolue par endroits, menacée aussi par des pollutions chroniques (salinité ou métaux lourds) rendant leur utilisation dangereuse.

Les menaces qui pèsent sur la ressource en eau résultent aussi surtout de la défaillance des services d'assainissement (eaux usées des hôpitaux, absence de collecte de déchets solides et liquides) et par la destruction de l'environnement notamment du couvert végétal. De plus les réseaux d'assainissement pluvial sont inexistantes. En milieu urbain, la typologie de l'habitat montre bien qu'il y a concentration de pollution d'origine fécale. Il y a également des menaces de salinité des aquifères côtiers d'où la nécessité de gérer les pompes qui sont faites pour alimenter les ménages.

L'absence de règles opposables aux populations et de stratégie en matière d'eau et d'assainissement rend peu lisible et peu compréhensible le secteur de l'eau. Il y a lieu en particulier de préciser davantage le rôle des collectivités locales dans le secteur de l'eau.

### **Recherche haïtienne : une expertise en construction et à renforcer**

Quelques pôles de compétences :

- adéquation entre ressources disponibles et demandes en eau en Haïti
- géopolitique de l'eau
- anthropologie
- planification urbaine raisonnée pour la sauvegarde de la ressource
- assainissement solide et préservation de la ressource
- optimisation des ouvrages eau potable
- hydrodynamique
- écotoxicologie (risques sanitaires et autres)

Des équipes de recherche à renforcer, à étoffer notamment en mettant un accent sur la relève étudiante qui a su démontrer dans le cadre du colloque sa capacité à poursuivre les apports de la recherche pour les secteurs eau et assainissement.

Il est apparu nécessaire de mettre en place au plan national un réseau fédératif de recherche sur ces questions, ceci pour tenir compte de la faiblesse des ressources humaines et des équipements de la recherche.

### **Mobilisations et exploitation de la ressource en eau : diversité et richesse d'expériences en Haïti**

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, ou à l'eau pour l'agriculture, il y a lieu de valoriser les quelques expériences connues en Haïti et de prendre le recul nécessaire pour en tirer les enseignements nécessaires.

## **Une évolution prometteuse du secteur de l'eau**

Qu'il s'agisse du projet de loi cadre ou de la réforme en cours du secteur de l'eau, la nouvelle stratégie nationale se dessine autour des principes de gestion intégrée et rationnelle de la ressource. Seule approche à ce jour qui a su trouver l'adéquation idéale entre les différents usagers de la ressource.

A condition que la mise en œuvre de la réforme soit effective

En revanche, nous n'avons pas d'indication précise sur les orientations nationales en matière d'assainissement ?

## **Recherche et politiques publiques en Haïti**

**L'expertise scientifique apportée par la recherche doit aller au-delà des diagnostics et de l'analyse des conséquences des défaillances des services publics.** Ceci est particulièrement vrai pour les questions sanitaires qui ont dans la plupart des cas des solutions en amont.

Des cas indiquant comment des résultats de recherche ont ensuite été mis en application moyennant des stratégies municipales ont été présentés.

Le corpus de connaissances existant doit être valorisé sous forme d'argumentaires pour anticiper et orienter les politiques publiques en matière d'eau, d'assainissement et de santé.

## **Pour une recherche haïtienne militante**

La mission du chercheur ne doit pas se limiter à un travail de laboratoire et de prospection analytique sur le terrain. La recherche fondamentale doit se décliner en recherche appliquée. Dans les domaines des services de base et de la santé publique, il s'agit de travailler avec les usagers des services pour leur proposer des solutions sur mesure. On pourrait par exemple préciser et contrôler les périmètres de protection des zones de captage et de pompage des eaux souterraines, préciser la problématique des réserves collinaires et développer cette technique qui permet d'accroître les quantités d'eau mobilisables.

Les recherches conduites ailleurs moyennant des approches écosystémiques à la santé humaine montrent que cela est possible. Il convient aussi de ne pas se limiter à la vision utilitariste de l'eau mais creuser également sa dimension symbolique.

Nécessaire articulation entre universités –Collectivités locales ; universités-décideurs de manière générale.

L'état des lieux des recherches montre aussi que dans le domaine de l'eau beaucoup de zones géographiques du pays n'ont pas encore fait l'objet de recherche notamment dans les domaines de l'hydrogéologie.

L'université est disposée à intervenir dans la formation continue dans le secteur de l'eau.

## **Et la coopération internationale pour venir en appui ...**

Sans être exhaustif ni en ce qui concerne le volume des actions ni en ce qui concerne la diversité des acteurs l'on peut signaler que :

- **la BID** intervient dans le secteur de l'eau (réforme du secteur par la BID, loi présentée au parlement) ; mise en place de programmes en province ; renforcer les moyens d'intervention des pouvoirs locaux dans les locaux ; intervention en milieu rural (dans l'Artibonite ouest localités de 5000 habitants) ; travaux en collaboration avec la CAMEP et le SNEPS : environ 54 millions de usd.
- **le pS-Eau** fait un travail d'appui auprès de la coopération décentralisée et les OINGs et les acteurs du secteur de l'eau (diffusion d'information avec une approche recherche finalisée) auprès des acteurs du Sud et du Nord. La législation française

prévoit que les CLTD et syndicats des eaux peuvent prélever <1% pour financer des actions de développement dans les pays du Sud ; Des actions concrètes à envisager pour les collectivités locales en Haïti ;

- **La stratégie de l'UNICEF** dans le secteur consiste à rouvrir des secteurs Eau et A dans le pays y compris en Haïti. L'élaboration d'un programme d'activité est en cours (Ouest, Artibonite et PauP) et à partir de 2008 un nouveau programme de coopération sur 5 ans avec le gouvernement sera élaboré (latrines, EP, appui à la réforme)]. Les stratégies et les approches restent à être définies.
- **L'Agence universitaire de la francophonie** : PCSI, mobilités académiques et scientifique, manifestation scientifique, appui à la conférence des recteurs, appui aux filières universitaires francophones ; mise en réseaux des chercheurs à travers le réseau de chercheurs 'environnement et développement durable ».

**Les universités** s'ouvrent dans ce contexte aux acteurs de l'eau et particulièrement aux collectivités publiques dans un partenariat gagnant - gagnant (formation – échange de données – déploiement des moyens financiers et humains – identification d'axes de recherche pertinents au plan social); c'est aux universitaires de produire les outils de base pour tenir compte des spécificités du contexte local.

Toutes les stratégies développées ici ne peuvent porter **de fruits que s'il elles s'inscrivent dans la durée, dans un cadre formel et que si elles rencontrent des efforts déployés par les bénéficiaires eux-mêmes.**

#### **Les engagements suite au colloque 2007**

- du pS-Eau : promotion de la coopération décentralisée française via une rencontre à Paris avant fin 2007 sur « eau, assainissement et solidarités en Haïti ».
- Faire le lien entre la recherche et le politique. Cette articulation pourrait se traduire par la mise en place d'un pôle assistance scientifique consultable et mobilisable dans le cadre de définitions de stratégies sectorielles.

#### **Objectif colloque eau 2009**

Quelques recommandations pour l'organisation d'une prochaine édition :

- Ouvrir l'arène des présentations et débats aux acteurs opérationnels du secteur (secteurs public et privé)
- Mobiliser les partenaires techniques et financiers (services publics, bailleurs de fonds)

Prévoir des ateliers de travail multidisciplinaires (2 demies journées par thème traité) afin de définir de nouveaux champs d'investigation pour la recherche, de nouvelles opportunités de partenariat entre acteurs, des articulations entre recherche et opérateurs de service (pour la mise en œuvre d'actions-recherche et d'actions-pilotes). Idéalement, chacun de ces ateliers devrait pouvoir se traduire par l'annonce d'engagements au terme du colloque afin de pouvoir construire des synergies pour construire des réponses pertinentes aux questions posées.